



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Rénovation thermique en copropriété dans le cadre du programme EcoCité - Modification du montage contractuel et conventions d'application - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets « *ECOCITE Ville de Demain* » relatif aux opérations de rénovation énergétique en copropriété. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « *BBC Rénovation* ».

A l'issue de l'examen de la candidature de la Métropole, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) pour la rénovation thermique de copropriétés. Cette subvention couvre des dépenses d'investissement et d'ingénierie, afin de réaliser les études complémentaires pour préparer les votes de travaux en Assemblée Générale.

Ces financements ont été contractualisés dans deux conventions : la convention dite « *Rénovation énergétique* » signée le 7 juin 2016, entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM, et une seconde convention dite « *Convention Locale* » en date du 13 septembre 2016.

La convention « *Rénovation énergétique* » exige l'intermédiation d'un tiers entre la Caisse des Dépôts et Consignations et les copropriétés bénéficiaires. L'intermédiaire assurera le reversement aux copropriétés bénéficiaires de la subvention du PIA versée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les conventions initiales prévoyaient que la SERM jouerait ce rôle d'intermédiaire.

Du fait des évolutions de contexte depuis le début du programme il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à la SERM et endosse ce rôle d'intermédiaire. Cette évolution permettra notamment une plus grande cohérence des intervenants au cours des différentes phases du projet, et facilitera le lien avec la phase d'études préalables menées par la Métropole. Sur le plan financier cette opération est neutre pour Montpellier Méditerranée Métropole qui redistribuera par délégation la totalité des subventions obtenues aux copropriétés qui réaliseront des travaux de rénovation énergétique dans le cadre du programme EcoCité.

Ce changement de montage, ainsi qu'une mise à jour des processus d'accompagnement des copropriétés sont contractualisés dans deux lettres avenants : lettre avenant n°4 à la Convention « *Rénovation énergétique* » et lettre avenant n°2 à la « *Convention Locale* ».

D'autre part, le rôle d'intermédiaire des subventions EcoCité nécessite la signature d'une convention d'application entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des copropriétés bénéficiaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'évolution proposée quant au rôle d'intermédiaire des fonds « *ECOCITE Ville de Demain* » ;
- approuver le modèle de convention d'application ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100030-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- lettre avenant 4 convention réno énergétique 050919.pdf
- Lettre avenant à la Convention Rénovation Locale
- ConventionApplicationTravaux_v09-09-2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.